




Pourquoi et comment soutenir l'ESS sur mon Territoire ?

Club des collectivités du 06 Octobre 2020

Quelques consignes

-  Merci de **couper votre micro** dès le départ et lorsqu'on ne prend pas la parole
-  **Utiliser lever la main** si vous souhaitez prendre la parole, nous vous permettrons d'activer la webcam et le micro
-  **Utiliser le module discussion** pour poser des questions ou envoyer un message aux intervenants et/ou participants

Le Club des collectivités

- Un partenariat Chambre Régionale de l'ESS (CRESS) – Association des Maires d'Île-de-France (AMIF) – Réseau des collectivités Territoriales pour l'Économie Solidaire (RTES), soutenu par la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT)



- un espace dédié aux collectivités leur permettant d'échanger et de partager leurs pratiques en termes de politiques locales ESS.

Bilan du club des collectivités 2019-2020

- ✓ 197 participants individuels
- ✓ 64 collectivités participantes et 23 structures ESS
- ✓ 37 collectivités de Paris ou proche couronne, 25 de grande couronne
- ✓ 4 thématiques abordées (SCIC, accompagnement, commande publique responsable et transition écologique)

Se repérer dans l'Économie sociale et solidaire

Club des collectivités du 06 Octobre 2020

Définition et cadre légal de l'ESS

La Loi n°2014-856 du 31 juillet 2014

- « L'économie sociale et solidaire est un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :
- Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices
- Une gouvernance démocratique, définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise.
- Une gestion conforme aux principes suivants :
 - ✓ Les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise.
 - ✓ Les réserves obligatoires constituées, impartageables, ne peuvent pas être distribuées. »

Extrait de l'article 1^{er} de la Loi ESS du 31 juillet 2014

L'ESS en 3 principes

Les structures de l'ESS placent **l'efficacité économique au service de l'humain et de l'environnement**, et non l'inverse !



Poursuite d'une
utilité sociale

3 PRINCIPES

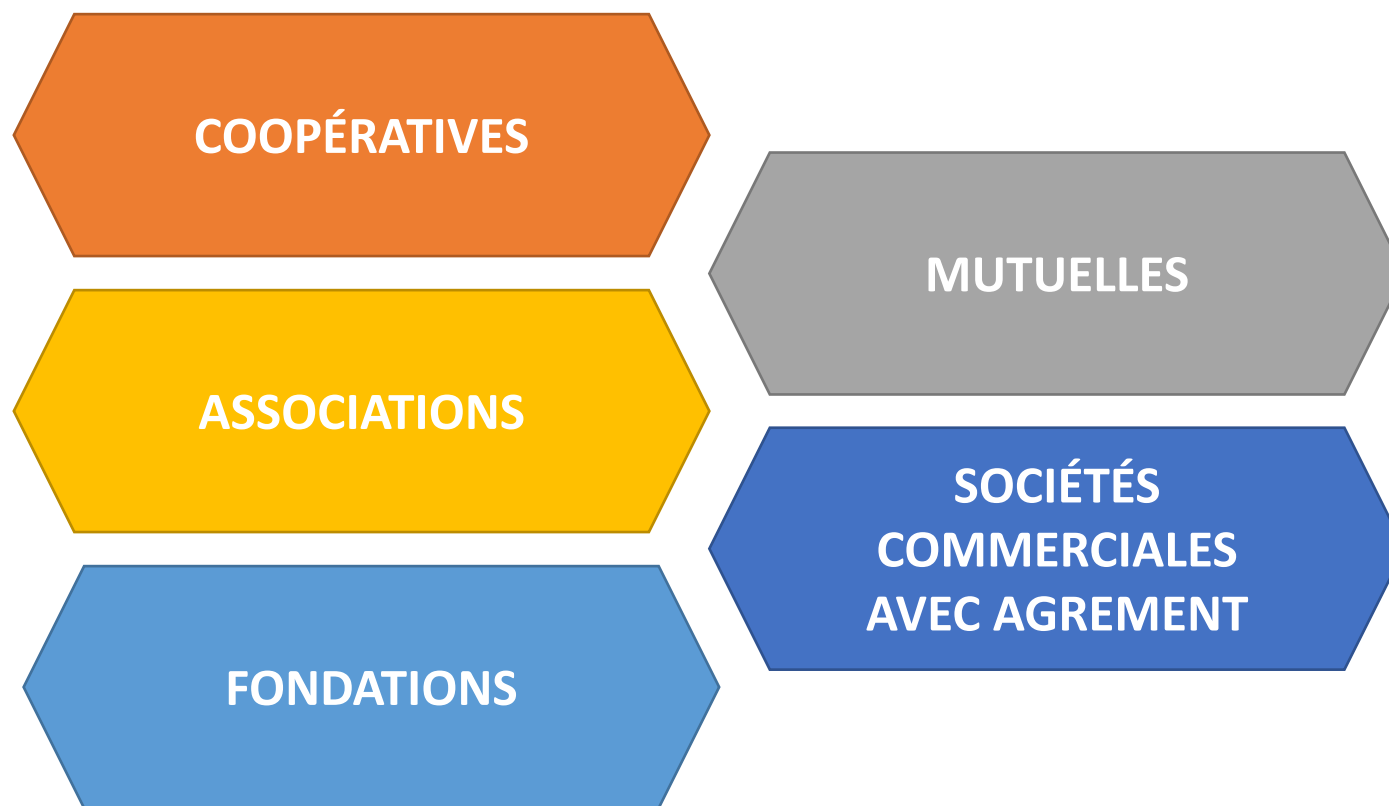


Gouvernance
démocratique



Lucrativité
limitée

Les formes juridiques s'adaptent aux projets, dans l'ESS la diversité des modalités de gouvernance et de fonctionnement des structures apportent une **diversité de statuts** :

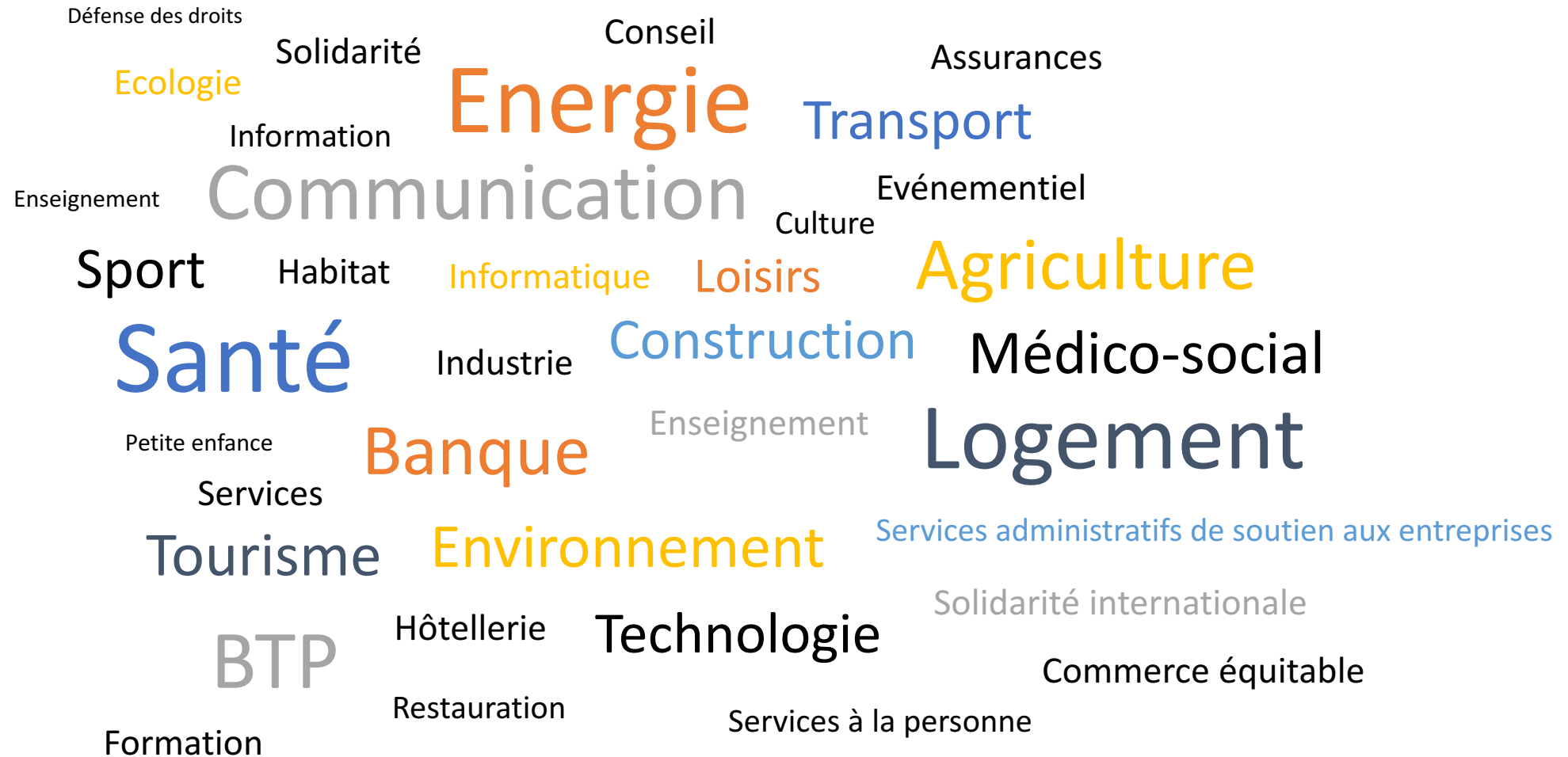


L'ESS en Île-de-France en quelques chiffres

- ✓ Près de 400 000 emplois
- ✓ 3500 emplois en plus par an en moyenne depuis 2010
- ✓ 33 000 établissements employeurs
- ✓ 7,1% de l'emploi total, 9,4% de l'emploi privé

*Source : Observatoire Régional de l'ESS – CRESS IDF
d'après INSEE CLAP 2015*

L'ESS présente dans une grande diversité de secteurs



Leviers de développement de l'ESS 1 : Financement et partenariat

Pierre Leduc – Directeur de l'association Escale

Anne-Sophie Ramard - Responsable des Espaces Emploi et de
l'innovation sociale à la Communauté d'agglomération Roissy
Pays de France

Leviers de développement de l'ESS 2 : Accès au foncier et participation directe de la collectivité

Karim Bechara – Directeur associé de la SCIC AGAPI

Jonathan Crusson – Chargé de mission développement économique à la Mairie de Gennevilliers

Leviers de développement de l'ESS 3 : Achats responsables et mise en réseau des structures

Nathalie Ourry et Pauline Jouvenaux – Directrice et responsable
du développement commercial et relations entreprises de la
SIAE Rejoué

Bruno Fialho – Chargé de mission emploi – ESS
à l'EPT Grand Orly Seine Bièvre

Pour inscrire l'ESS au cœur des politiques publiques communales et intercommunales: zoom sur



Une vingtaine de fiches publiées



Une initiative du

n°9

Les Sociétés coopératives d'intérêt collectif



Caractéristiques des SCIC :

Forme de société récente (février 2002), la SCIC se caractérise par :

- une vocation de **production économique d'intérêt collectif et d'utilité sociale**,
- Le **multisociétariat** : la SCIC permet d'associer autour d'un même projet économique des acteurs multiples dans différents collages. On y trouve obligatoirement les salariés ou producteurs, et les bénéficiaires (clients, fournisseurs, habitants...), mais aussi des personnes physiques ou morales (partenaires, bénévoles...) et les collectivités publiques.
- Son mode d'organisation qui repose sur des principes de solidarité et de démocratie, et sur le principe **1 associé = 1 voix**, avec la possibilité de

pondération des voix par la constitution de **collages**.

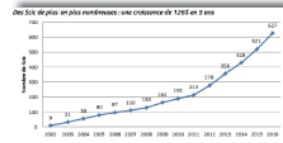
- Une présence dans **tous les secteurs d'activités**, notamment les filières de la transition écologique (bois énergie, alimentation bio, énergies renouvelables, mobilité durable (voir fiche)).
- L'obligation de verser au moins 57,5% de ses excédents annuels à une **réserve dite "impartageable"**, qui ne sera jamais distribuée à des intérêts privés, mais réinvestie dans l'activité.

La loi sur l'ESS de 2014 permet aux collectivités territoriales et à leurs groupements de détenir **jusqu'à 50 % du capital** d'une SCIC (contre 20% auparavant).

Chiffres clés (2019)

974 SCIC recensées en France, ce qui représente environ 8 900 emplois

40% des SCIC ont au moins une collectivité à leur capital



Source : SCIC & collectivités : les chiffres clés, CGSCOP, 2016

Pourquoi soutenir une SCIC ?

- Pour soutenir des projets associant **efficacité économique et objectif social**.
- Pour la **vocation d'intérêt collectif** que porte une SCIC, à même d'organiser, entre acteurs de tous horizons, la production de biens ou services qui **répondent aux besoins du territoire** et des habitants.
- Pour devenir **partie prenante** d'une **gouvernance collective** et pas seulement financeur, par une pratique de dialogue, de débat démocratique, de formation à la citoyenneté, de prise de décision collective...

Plusieurs leviers possibles pour favoriser l'émergence et le développement de SCIC :

Définir une politique de soutien au développement des SCIC

Les collectivités peuvent définir un **cadre d'appui au développement des SCIC** sur leur territoire, comme la fait Rennes Métropole en juin 2016 dans le cadre d'une délibération détaillant sa politique de soutien. Elles peuvent aussi développer des **appels à projets ou manifestation d'intérêt spécifiques** pour favoriser le développement de SCIC, tel que l'appel à projets de soutien à la création de SCIC de Clermont-Auvergne Métropole.

Clermont Auvergne Métropole a détecté plusieurs projets de SCIC suite au lancement d'un appel à projets de soutien à la création de SCIC. Elle en accompagne aujourd'hui trois en participant à leur capital et donc à leur gouvernance: MassifX (infrastructure numérique) ; SoTicket (billetterie solidaire) ; et le tiers-lieu Epicentre Factory qui vise la redynamisation d'une rue du centre-ville de Clermont-Ferrand.



Une initiative du

n°5

Économie sociale et solidaire & revitalisation des centres-villes

Vacance commerciale préoccupante, concurrence du e-commerce et des zones commerciales en périphérie, mais aussi paupérisation, déclin démographique et dégradation du parc de logements anciens..., le constat d'une dévitalisation des cœurs de villes intermédiaires et des centres-bourgs en territoires ruraux est

aujourd'hui largement partagé, même s'il recouvre des réalités multiples. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) sont des partenaires particulièrement importants pour permettre la redynamisation durable des centres-villes et contribuent à la réussite de programmes tels qu'«Action Coeur de ville».

En France, le chiffre d'affaires du commerce se réalise aujourd'hui à 62 % en périphérie, 25 % en centre-ville et 13 % dans les quartiers péri-centraux.

En Allemagne, où la réglementation est protectrice des petits commerces, les proportions respectives sont de 33 % chacune.

Source : Étude «Villes petites et moyennes, évolutions et stratégies d'action» Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts - mai 2019.

Plusieurs leviers d'actions possibles :

Favoriser la coopération et la mutualisation entre acteurs du territoire

Les stratégies de revitalisation des centres-villes reposent sur le développement de coopérations entre les acteurs du territoire (commerçants, chambres consulaires, collectivités, acteurs culturels, acteurs de l'ESS, citoyens...) dans le cadre d'une **gouvernance locale partagée**.



Le pôle ESS Anima de Calais (62)

Afin de favoriser le niveau de fréquentation du centre-ville de Calais, le pôle de structures ESS Anima a été missionné par la Communauté d'agglomération Grand Calais Terres & Mers et la Ville de Calais pour développer une offre de services et d'animations variée.

Ce pôle inauguré en 2017 regroupe un espace de coworking, des locaux d'associations, des ateliers d'artisans et une ferme urbaine. Ces différentes structures développent de nombreuses animations et apportent notamment un soutien en communication aux commerçants du centre-ville.




Le pôle gère aussi une boutique mutualisée d'ESS et développe une plateforme de commande en ligne monshoppingcestcalais.fr proposant la livraison en vélo-cargo sur un rayon de 3km autour du centre-ville.



Les SCIC de développement économique local

Depuis février 2019, Commerçants de France (CDF) et la Confédération Générale des Sociétés coopératives de production (CG Scop) se sont alliés afin d'accompagner les collectivités dans la création de Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) de développement économique local. Particulièrement appropriées pour gérer la gouvernance partagée, la SCIC peut rassembler acteurs privés, publics, salariés et citoyens autour d'un projet économique commun et faire émerger un nouveau modèle coopératif de développement local.

Fiches introductives

-  n°1 **Économie sociale et solidaire** : de quoi parle-t-on ?
-  n°2 Pourquoi mettre en place une politique de soutien à **l'économie sociale et solidaire** ?
-  n°3 **L'économie sociale et solidaire** au coeur des compétences du bloc communal

Fiches leviers

-  n°4 **Connaitre et mobiliser** les acteurs de mon territoire (n°4)
-  n°7 **Commande publique** responsable (n°7)
-  n°9 **Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif - SCIC** (n°9)
-  n°11 Modes de **contractualisation** entre collectivités et acteurs de l'ESS (n°11)
-  n°13 **L'accès au foncier** des acteurs de l'ESS (n°13)
-  n°15 **Utilité sociale, impact social et évaluation** des politiques publiques d'ESS (n°15)
-  n°17 **Animer** son territoire (n°17)
-  n°20 **Finance solidaire & monnaies locales complémentaires** (n°20)
-  n°23 **Transversalité** des politiques publiques (n°23)
-  n°24 **Ressources mobilisables** par les collectivités territoriales (n°24)

Fiches thématiques

-  n°5 **ESS & revitalisation des centres-villes** (n°5)
-  n°6 **ESS & politique de la ville** (n°6)
-  n°8 **ESS & alimentation durable et accessible à tous** (n°8)
-  n°10 **ESS & accès à une mobilité durable** (n°10)
-  n°12 **ESS & culture** (n°12)
-  n°14 **ESS & transition énergétique** (n°14)
-  n°16 **ESS & ruralité(s)** (double fiche n°16)
-  n°18 **ESS & numérique** (n°18)
-  n°19 **ESS & jeunesse et sports** (n°19)
-  n°21 **ESS, petite enfance & famille** (n°21)
-  n°22 **ESS, gestion des déchets & économie circulaire** (n°22)

au 04/09/2020

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE

Revitailisation des commerces de proximité par l'ESS et par les monnaies locales, soutien à la création de Sociétés Coopératives d'Intérêt collectif, animation de démarches de coopération économique territoriale, tourisme solidaire mobilisant les habitants, ...

EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE

Partenariat avec les structures d'insertion par l'activité économique, clauses sociales dans l'ensemble des marchés publics, expérimentation Territoires Zéro chômeur longue durée, ...

PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Soutien aux projets citoyens d'énergie renouvelable, soutien aux initiatives de maîtrise de consommation d'énergie, circuits courts alimentaires locaux, ...

ACTION SOCIALE ET SANTE

Soutien aux structures d'accueil de personnes handicapées, appel aux entreprises adaptées du territoire, développement de la silver économie solidaire, soutien à des SCIC de santé, ...

INFORMATIQUE NUMERIQUE

Soutien aux associations luttant contre la fracture numérique, utilisation de logiciels libres, aide à la création de fablabs, ...

POLITIQUE DE LA VILLE

Intégration de l'ESS dans les contrats de ville, organisation de formations croisées pour les services politiques de la ville et ESS, ...

CULTURE, EDUCATION POPULAIRE, JEUNESSE ET SPORTS

Soutien aux initiatives culturelles locales, soutien aux associations, appui aux démarches collectives et aux lieux mutualisés, ...

ENSEIGNEMENT PETITE ENFANCÉ ET ACTIVITES EXTRASCOLAIRES

Restauration scolaire bio, locale et équitable, soutien aux crèches associatives, aux associations culturelles et sportives, ...

POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE

Soutien à l'habitat participatif et à l'autoconstruction, développement des Organismes Fonciers Solidaires, marchés réservés pour des associations de médiation sociale et d'entretien du cadre de vie, ...

TRANSPORTS, VOIRIE

Soutien à l'autopartage et au covoiturage, aide à la création de plateformes solidaires de mobilité, soutien ateliers vélo, utilisation de matériaux écologiques pour les routes, ...

ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Soutien à des démarches d'autoconstruction de logements, soutien à la création d'activités économiques, ...

COLLECTE ET GESTION VALORISATION DES DECHETS

Accompagnement de ressources, objectifs de valorisation des déchets dans les marchés publics, achats de fournitures issues de la récupération, ...

Illustration des principales compétences du bloc communal et lien possible avec l'ESS

Autres ressources du RTES

- Un site internet, www.rtes.fr, avec un volet ouvert à tous, et un espace adhérent
- Une lettre électronique mensuelle, des flash hebdomadaires pour les adhérents
- Des temps d'échanges et de formation. ex: [Comment parler ESS à un.e nouvel.le élu.e ?](#)
- Des publications et chantiers de travail : Accès au foncier, Politique de la ville, rural, modes de contractualisation et commande publique responsable, Europe et international,...

Pour rejoindre le RTES: délibération de la collectivité



Retrouvez nos fiches synthétiques de présentation d'initiatives de l'ESS, axées notamment sur le rôle des collectivités locales :

DÉNICHÉ POUR VOUS



► Sur la transition énergétique :

- Fiche n°1 : SCIC Plaine Sud Energies
- Fiche n°2 : Ville de Lorient / Collectif OnCIMé
- Fiche n°3 : SCIC SAVECOM
- Fiche n°4 : Ville de Lille / Enercoop
- Fiche n°45 : Oléron Sous Le Soleil 17
- Fiche n°47 : Programme d'Auto-Réhabilitation Accompagnée de la MEL
- Fiche n°48 : Saulnes en transition

► Sur l'économie circulaire :

- Fiche n°6 : Lemon Tri
- Fiche n°7 : La Réserve des Arts
- Fiche n°41 : Les écoNautes
- Fiche n°80 : Label Emmaüs
- Fiche n°85 : Les Alchimistes

► Sur l'alimentation durable :

- Fiche n°12 : Le Château de Nanterre
- Fiche n°21 : L'agriculture urbaine à Romainville
- Fiche n°30 : SCIC Bou'Sol
- Fiche n°31 : VRAC
- Fiche n°32 : Cuisine Commune (Tast'in Fives)
- Fiche n°33 : Food2Rue
- Fiche n°34 : Superquinquin
- Fiche n°82 : Réseau d'Échanges et de Restauration
- Fiche n°83 : Coopérative éphémère de restauration

► Sur la mobilité durable :

- Fiche n°20 : Citiz Lille Métropole
- Fiche n°24 : Plateforme de mobilité solidaire «Être Mobiles C'est Permis»
- Fiche n°26 : Association AIBA
- Fiche n°27 : Garage SolidarAuto 38
- Fiches n°28 : SCIC BicycLiAide
- Fiches n°29 : Dromolib
- Fiche n°38 : Solidarauto49

► Sur la ruralité

- Fiche n°51 : La Renouée
- Fiche n°57 : La Maison des Alternatives

► Sur le foncier, lieux partagés, communs

- Fiche n°5 : Les Grands Voisins
- Fiche n°8 : L'ESSPACE
- Fiche n°9 : ETIC Foncièrement Responsable
- Fiche n°10 : Habcicoop
- Fiche n°11 : Terre de Liens
- Fiche n°13 : La Conciergerie Solidaire
- Fiche n°14 : CoPLER (projet d'installation de la ferme de Rochefort)
- Fiche n°15 : Locaux Motiv'
- Fiche n°16 : La SEMAEST
- Fiche n°17 : La Scic TETRIS
- Fiche n°18 : La politique de la mairie de Naples en matière Communs
- Fiche n°42 : Espace Textile Rive Droite
- Fiche n°43 : KAPS - Koloc' à projets solidaires
- Fiche n°46 : Rues du Développement Durable
- Fiche n°50 - Hôtel Pasteur
- Fiche n°77 : Casaco

► Sur la coopération internationale :

- Fiche n°52 : Réhabilitation et valorisation multimédia des places traditionnelles vodun de Porto-Novo - Coopération (Pontoise / Porto-Novo (Bénin)).
- Fiche n°56 : Structuration d'une offre d'accompagnement projets ESS - Coopération Région Nouvelle-Aquitaine et Région Plateau Central au Burkina Faso.
- Fiche n°57 : La découverte de pratiques inspirantes / Coopération décentralisée entre Rennes et Longueuil (Québec)
- Fiche n°58 : Compétences pour demain de Solidarité Laïque
- Fiche n°59 - Lutte contre l'insécurité alimentaire - coopération Ile-et-Vilaine / Région de Mopti (Mali).
- Fiche n°60 - Développement de l'artisanat, du tourisme sol et des activités sportives Coopération décentralisée Grenobl Bethléem (Palestine).
- Fiche n°61 : Les coopérations interméditerranéennes de la Région Occitanie pour le développement de l'ESS.
- Fiche n°62 : Amélioration du cadre de vie des habitants via dialogue social - Coopérations «DANK» entre Dschang, Amag Nantes, Kindia.
- Fiche n°63 : Les partenariats acteurs/collectivités - Coop

Plus d'informations sur les événements et ressources du réseau sur



www.rtes.fr
animation@rtes.fr

Prochains rendez-vous en ligne du RTES

13 octobre: Marchés de Noël solidaires

16 octobre: alimentation durable et ESS

20 octobre: SCIC et collectivités locales

Ressources pour aller plus loin :

Sur le site de la CRESS (<https://www.cressidf.org/>) :

- La page collectivités : <https://www.cressidf.org/vous-etes-une-collectivite/>
- L'Atlas de l'ESS de la Métropole du Grand Paris : <https://www.cressidf.org/wp-content/uploads/2020/06/Atlas-MGP-CRESS-IDF-web.pdf>
- L'étude sur les structures de l'ESS de la transition écologique : https://www.cressidf.org/wp-content/uploads/2020/02/Etude_TEE_CRESS_IDF-1.pdf
- Les publications de l'Observatoire : <https://www.cressidf.org/observatoire-idf/publications/>